

Le 24 mars 2023.

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4 rue du curé Marion  
39000 Lons-le-Saunier

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **C&K Components SAS**

2, Rue Berthollet  
BP 359  
39100 Dole

Références : AM/MB/2023/L\_111  
Code AIOT : 0005900824

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2023 dans l'établissement C&K Components SAS implanté 2, Rue Berthollet BP 359 39100 Dole. L'inspection a été annoncée le 20/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées. Les thèmes abordés sont notamment en lien avec l'action nationale 2023 "rejets atmosphériques" et la prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C&K Components SAS
- 2, Rue Berthollet BP 359 39100 Dole
- Code AIOT : 0005900824
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

#### **Le référentiel de l'inspection est :**

- l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 ;
- l'arrêté préfectoral n° 228 du 16 février 2005 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° AP-2021-07-DREAL du 18 février 2021.

La société C&K components emploie environ 360 personnes sur le site de Dole. Elle est spécialisée dans la fabrication et la vente à des grossistes de commutateurs électromagnétiques, connecteurs pour cartes à puces et pour l'application spatiale. Elle propose plus de 50 000 références de produits à ses clients.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- rejets atmosphériques ;
- prévention du risque incendie dans les installations de traitement de surface ;
- gestion des effluents aqueux du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
12	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37
13	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 18 et 39
17	rejets à l'atmosphère	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57
20	Gestion des eaux pluviales	AP Complémentaire du 18/02/2021, article 7

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Recensement des parties à risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
3	Installations électriques – installations de chauffage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
4	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
5	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
6	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
7	Moyens de lutte incendie – entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
8	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
9	Prévention des accidents d'origines chimiques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 3.1.2
10	Émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
11	Points de rejets	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37
14	Points de mesures	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 38
15	Traitement des vapeurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 35
16	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 8.2.1
18	Prévention des accidents d'origines chimiques	Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 3.1.2
19	Effluents aqueux industriels	AP Complémentaire du 18/02/2021, article 6

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Au cours de la visite, il a été relevé des non-conformités en lien avec les rejets des effluents gazeux de l'atelier de traitement de surface. Le remplacement du laveur cyanure, déjà commandé, par un équipement plus moderne et performant est susceptible de permettre une remise en conformité de la concentration en cyanure rejeté.

La modification des conduits de rejets 1 et 2, évoquée par l'exploitant, est également susceptible de remettre en conformité l'installation.

Le dernier rapport de contrôle des installations électriques met en évidence de nombreux points qui devaient être traités en urgence et qui ne l'ont pas été. L'exploitant doit s'attacher, dans les plus brefs délais, à solder les points d'urgence U1\* mentionnés dans le rapport et les points mentionnés dans le rapport Q18.

*\*U1: écart technique concernant la protection des personnes et nécessitant une action corrective immédiate compte tenu du risque présenté.*

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Recensement des parties à risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Locaux à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2 sont systématiquement à considérer dans ce recensement.  L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un plan sur lequel est précisé les zones à risques ;</li><li>- d'un plan ETARE établi avec les services de secours ;</li><li>- d'un inventaire des produits dangereux présents dans l'établissement et les fiches de données de sécurité correspondantes ;</li><li>- d'un plan localisant les lieux d'entreposage des produits chimiques.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Installations électriques – conception

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
<b>Constats :</b> La dernière visite de contrôle des installations électriques a été réalisée du 12/12/2022 au 16/12/2022 par la société DEKRA. Le rapport en lien avec cette visite est daté du 20/12/2022.  Le rapport fait état de 107 observations dont 23 U1. Parmi ces 23 observations U1, 20 ont déjà fait l'objet d'observations antérieures. Certaines observations notées U1 portent sur des équipements de l'atelier de traitement de surface notamment sur l'absence de continuité à la terre.  Le compte rendu de vérification périodique Q18 daté du 12/12/2022 conclut que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.  <b>Constat 1-08022023 : non-conformité :</b> les installations électriques de l'établissement et notamment certains éléments de l'installation électrique de l'atelier de traitement de surface ne sont pas maintenus dans un état permettant d'assurer l'absence de danger.  Les six observations mentionnées dans le rapport de contrôle thermographique Q19 du 19/10/2022 ont fait l'objet d'un traitement entre le 06/11/2022 et le 25/01/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Installations électriques – installations de chauffage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
<b>Constats :</b> Le chauffage de l'atelier de traitement de surface est assuré par une circulation d'eau chaude dans des aérothermes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
<b>Constats :</b> La régulation thermique des bains n'appelle pas d'observation. Le chauffage et la régulation sont réalisés dans des cuves déportées par rapport aux cuves de traitement. Le chauffage est asservi à une détection du niveau de liquide dans les bains.  Seuls deux bains d'étain sont refroidis par un circuit fermé d'eau glacée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Installations électriques – chauffage des bains

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.  Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage.
<b>Constats :</b> Actuellement les cuves nécessitant un chauffage sont équipées de thermoplongeurs, de capteurs de niveau et de température. Les résistances utilisées actuellement sont disposées dans des cuves déportées ne recevant pas les pièces qui sont traitées.  Lors de la visite, le système de chauffage des cuves était en cours de remplacement. L'exploitant souhaite récupérer la chaleur fatale des compresseurs pour chauffer ses cuves. Pour cela, il installe un échangeur de chaleur au niveau des compresseurs. L'eau chaude alimentera des radiaplaques situées dans les cuves déportées. Des électrovannes seront commandées par les capteurs de température et de niveaux qui seront conservés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
<b>Constats :</b> 129 extincteurs et 16 RIA sont présents dans l'établissement. La localisation, l'accès et la signalisation de ces équipements n'appellent pas d'observation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Moyens de lutte incendie – entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> e) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des 129 extincteurs a été réalisée le 15/06/2022 par la société BEAUNE PROTECTION INCENDIE, le rapport ne fait pas état d'observation. Concernant les 16 RIA, il est noté une observation relative à l'accès d'un RIA, observation soldé selon l'exploitant.  Le système sécurité incendie est contrôlé semestriellement par la société SIEMENS (derniers contrôles les 24/06/2022 et 21/12/2022). Les rapports en lien avec ces deux dernières visites ne mentionnent pas d'action corrective et d'axe d'amélioration à réaliser. Lors des visites sont notamment contrôlés : la centrale, les détecteurs automatiques et manuels, le report et la télétransmission de la détection, les équipements d'alarme, sonores et lumineux. La moitié des détecteurs est contrôlée à chaque visite. Le contrôle se fait par zone.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Confinement des eaux incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement - consigne - accessibilité -
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent.  Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.  Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
<b>Constats :</b> L'atelier de traitement de surface est sur rétention.  Les eaux d'extinction peuvent également être confinées au sous-sol du bâtiment, au niveau de la station de traitement physico-chimique. Le confinement nécessite la fermeture d'une vanne. Celle-ci est déclenchée par le système de sécurité incendie. Elle peut également être actionnée manuellement.  L'exploitant doit s'assurer que la fermeture de la vanne sera assurée en cas d'absence d'électricité.  Une vanne d'isolement située au nord du site permet de confiner des eaux d'extinction à l'extérieur au niveau des quais.
<b>Observations :</b> La procédure incendie ne prévoit pas une vérification visuelle de la bonne fermeture de la vanne située au sous-sol. Il convient de prévoir, dans la procédure incendie, un contrôle humain de la fermeture de cette vanne en cas d'incendie dans des conditions permettant d'assurer la sécurité du personnel en charge de cette mission.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 9 : Prévention des accidents d'origines chimiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aspiration des vapeurs cyanurés et acides
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux d'aspiration des effluents cyanurés, d'une part, et acides et alcalins, d'autre part, doivent être indépendants, parfaitement repérés et convenablement entretenus. Le débit d'aspiration sur chacun de ces réseaux est au moins de 6 000 Nm <sup>3</sup> /h. Un contrôle de ces débits est réalisé mensuellement.
<b>Constats :</b> Les réseaux d'aspiration des effluents "cyanurés", et "acides - alcalins" sont indépendants et identifiés.  Les débits mesurés mensuellement au cours des années 2020 - 2021 et 2022 sont supérieurs à 6 000 m <sup>3</sup> /h.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Émissions diffuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Limitation des émissions diffuses
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, est confiné (récipients, silos, bâtiments fermés, etc.). Les installations de manipulation, transvasement, transport de ces produits sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de traitement des effluents en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion. Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, etc.) que de l'exploitation sont mises en œuvre.
<b>Constats :</b> Il n'a pas été observé de stockage de produits volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère.  Les bacs sont capotés et dotés d'aspirations. Les hottes du laboratoire sont reliées aux réseaux d'aspiration "cyanures" et "acides – alcalins". Les dépotages des produits chimiques liquides sont réalisés sans contact direct avec l'air ambiant. Les produits chimiques liquides sont stockés dans des cuves fermées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 11 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les éventuels points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de trois points de rejets à l'atmosphère, ils sont reliés : <ul style="list-style-type: none"><li>- au circuit aspiration et traitement des effluents cyanurés ;</li><li>- au circuit d'aspiration des effluents acides et alcalins ;</li><li>- aux deux chaudières gaz du site de puissance thermique nominale maximale inférieure à 1 MW.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 37
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les éventuels conduits d'extraction sont éloignés au maximum des locaux habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air frais et ne comportent pas d'obstacles à la diffusion des gaz. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants.</p> <p>Article 3.2.1 : arrêté préfectoral du 16 février 2005</p> <p>La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.</p> <p><b>Constats :</b> Les conduits des rejets des circuits "cyanures" et "acides - alcalins" sont rectilignes du sous-sol jusqu'à la toiture. Ils ne sont pas équipés de convergent.  L'exploitant indique que les aspirations d'air frais sont éloignées des points de rejets, elles se situent en façade de bâtiment et non au niveau du toit.</p> <p>L'exploitant a transmis le 9 février 2023 les photos des deux conduits d'extraction au niveau de la toiture. Ils sont situés à proximité d'un équipement, implanté dans la toiture du bâtiment, dont la nature et la fonction reste à préciser.</p> <p><b>Constat 2-08022023 : demande de compléments :</b> l'exploitant précisera la nature et la fonction de l'équipement implanté en toiture à proximité des conduits 1 et 2. Il précisera si cet équipement est susceptible d'aspirer de l'air.</p> <p>Le troisième exutoire en toiture n'est raccordé à aucun équipement, il est en lien direct avec le plafond du local laveur.</p>

<p><b>Observations :</b> L'exploitant s'assurera que le troisième exutoire n'est pas susceptible d'aspirer les effluents issus des exutoires des circuits "cyanures" et "acides - alcalins".</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 13 : Points de rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, articles 18 et 39
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Points de rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 18 La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).  Article 39 Hauteur des conduits d'extraction. Indépendamment des valeurs limites d'émission et des débits d'odeur définis ci-après, le débouché des conduits d'extraction dépasse d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.
<b>Constat 3-08022023 : non-conformité :</b> les conduits d'évacuation des circuits "cyanures" et "acides - alcalins" sont équipés de chapeaux chinois et ne dépassent pas de 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.  Dans son courriel du 9 février 2023, l'exploitant indique que les conduits vont être modifiés, notamment remontés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Points de mesures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 38
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Point de mesure
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux règles en vigueur et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues par le présent arrêté dans des conditions représentatives.
<b>Constats :</b> Les rapports d'analyses des rejets à l'atmosphère font état d'écarts par rapport aux normes entraînant un potentiel impact sur les résultats. Les rapports ne quantifient pas réellement l'impact des écarts par rapport aux résultats. Les prélèvements et les résultats des analyses sont validés par le laboratoire CERECO.  Le rehaussement des conduits pourra permettre de résoudre l'écart en lien avec la longueur droite du conduit en aval de la section de mesure.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Traitement des vapeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 35
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Traitement des vapeurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de traitement sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction. Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées.</p> <p><b>Constats :</b> Les produits chimiques utilisés au niveau du laveur cyanure sont principalement de l'hypochlorite de sodium et de la soude. Des cuves de ces produits sont présentes au niveau de la station de traitement des effluents aqueux et des cuves tampon sont présentes au niveau du local laveur. Le stock de produits est suivi et ils sont commandés régulièrement.</p> <p>En cas d'arrêt de l'aspiration, une palette présente dans le conduit retombe, créant un contact et le déclenchement d'une alarme.</p> <p>Le fonctionnement des pompes d'injection des produits chimiques est suivi par un contrôle en continu du pH et du potentiel rédox. En cas de forte variation, une alarme se déclenche au niveau de la station de traitement.</p> <p>Une volute d'aspiration de réserve est présente à proximité du local laveur. Les dysfonctionnements sont mentionnés dans le logiciel de maintenance GMAO.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 16 : Surveillance des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 8.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Surveillance réglementaire des rejets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les mesures portent sur les rejets suivants :  Rejet n° 1 : extraction cyanure chaîne de traitement.  Rejet n° 2 : extraction acide chaîne de traitement et rejets laboratoire.  Les paramètres définis à l'article 3.2.4 doivent être analysés selon une périodicité annuelle par un organisme extérieur agréé.</p> <p>Article 58 : arrêté ministériel du 09/04/2019  Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.</p>
<b>Constats :</b> La périodicité d'analyse annuelle est respectée (cf. point de contrôle n° 17).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57																							
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limites d'émission																							
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																							
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration dont le dimensionnement est joint au dossier de demande d'enregistrement. Les systèmes séparatifs de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.</p> <p>L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.</p> <p>Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.</p> <p>Cas particulier de l'attaque nitrique / NOx : la valeur limite d'émission est fixée à 200 mg/m<sup>3</sup> sur un cycle de production et à 800 mg/m<sup>3</sup> comme maximum instantané.</p> <p>Article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 16 février 2005 Les rejets issus des conduits n° 1 et 2 doivent respecter les valeurs limites suivantes :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Paramètres</th><th>Concentration instantanée</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>NOX en équivalent NO2</td><td>100 ppm</td></tr> <tr> <td>Acidité totale, exprimée en H</td><td>0,5 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>HF, exprimé en F</td><td>5 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> <tr> <td>CN</td><td>1 mg/Nm<sup>3</sup></td></tr> </tbody> </table>		Paramètres	Concentration instantanée	NOX en équivalent NO2	100 ppm	Acidité totale, exprimée en H	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>	Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm <sup>3</sup>	HF, exprimé en F	5 mg/Nm <sup>3</sup>	CN	1 mg/Nm <sup>3</sup>										
Paramètres	Concentration instantanée																						
NOX en équivalent NO2	100 ppm																						
Acidité totale, exprimée en H	0,5 mg/Nm <sup>3</sup>																						
Alcalins, exprimés en OH	10 mg/Nm <sup>3</sup>																						
HF, exprimé en F	5 mg/Nm <sup>3</sup>																						
CN	1 mg/Nm <sup>3</sup>																						
<table border="1"> <thead> <tr> <th>POLLUANT</th><th>REJET DIRECT (en mg/m<sup>3</sup>)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Acidité totale exprimée en H</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>HF, exprimé en F</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Cr total</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Cr VI</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Ni</td><td>5</td></tr> <tr> <td>CN</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10</td></tr> <tr> <td>NOx, exprimés en NO<sub>2</sub></td><td>200</td></tr> <tr> <td>SO<sub>2</sub></td><td>100</td></tr> <tr> <td>NH<sub>3</sub></td><td>30</td></tr> </tbody> </table>		POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )	Acidité totale exprimée en H	0,5	HF, exprimé en F	2	Cr total	1	Cr VI	0,1	Ni	5	CN	1	Alcalins, exprimés en OH	10	NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200	SO <sub>2</sub>	100	NH <sub>3</sub>	30
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m <sup>3</sup> )																						
Acidité totale exprimée en H	0,5																						
HF, exprimé en F	2																						
Cr total	1																						
Cr VI	0,1																						
Ni	5																						
CN	1																						
Alcalins, exprimés en OH	10																						
NOx, exprimés en NO <sub>2</sub>	200																						
SO <sub>2</sub>	100																						
NH <sub>3</sub>	30																						
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté les rapports des années 2021 et 2022 relatifs aux rejets à l'atmosphère des effluents issus de l'atelier de traitement de surface. Interventions les 26/07/2021 (puis le 16/12/2021 uniquement pour le paramètre cyanure) et 08/06/2022.</p> <p>Les analyses mettent en évidence des non-conformités relatives à la concentration de cyanure au niveau du conduit 1. Les concentrations mesurées pour ce paramètre sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- juillet 2021 : 1,67 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- décembre 2021 : 1,13 – 2,64 – 0,27 mg/Nm<sup>3</sup></li> <li>- juin 2022 : 3,33 – 2,3 – 1,8 mg/Nm<sup>3</sup></li> </ul> <p><b>Constat 4-8022023 : non-conformité :</b> la concentration pour le paramètre cyanure ne respecte pas la valeur limite d'émission réglementaire.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait de remplacer le laveur cyanure lors de la fermeture annuelle estivale. Il a transmis le bon de commande de l'équipement.</p>																							

<b>Observation</b> : L'exploitant s'assurera que son installation de traitement de surface n'est pas susceptible d'émettre du nickel à l'atmosphère. Il mettra en place le suivi de ce paramètre en cas de nécessité.
<b>Type de suites proposées</b> : Susceptible de suites
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 18 : Prévention des accidents d'origines chimiques

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Préfectoral du 16/02/2005, article 3.1.2
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, Détection acide cyanhydrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des appareils de détection d'acide cyanhydrique en nombre suffisant, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité des installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• laveur des effluents gazeux cyanurés issus de l'atelier de traitement de surfaces,</li> <li>• sous-sol de l'atelier de traitement de surfaces, à proximité des stockages d'effluents cyanurés et des stockages de produits cyanurés neufs,</li> <li>• dans l'atelier de traitement de surfaces.</li> </ul> <p>Ces dispositifs de détection doivent être couplés à un système d'alarme permettant d'identifier le danger de façon immédiate.</p>
<p><b>Constats</b> : Des appareils de détection de l'acide cyanhydrique sont présents dans les lieux attendus à l'article 3.1.2. Depuis la dernière visite d'inspection, un neuvième détecteur a été rajouté au niveau de la chaîne tonneau. Les têtes des capteurs sont changées tous les 3 ans. La vérification et le recalibrage sont réalisés par une société externe. Le site est également équipé de 3 détecteurs d'acide cyanhydrique portables.</p> <p>Le jour de la visite la centrale d'alarme ne fait pas état de défaut.</p>
<b>Observations</b> : L'exploitant s'assurera du respect des préconisations des constructeurs pour la maintenance, la vérification et le remplacement des capteurs.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

**N° 19 : Effluents aqueux industriels**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/02/2021, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des effluents industriels hors traitement de surface
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Effluents industriels issus de l'atelier mécanique</p> <p>Les effluents aqueux issus des machines d'électroérosion (vidange et nettoyage) qui utilisent l'eau comme diélectrique sont évacués en tant que déchets vers des installations autorisées pour leur traitement.</p> <p>Effluents industriels issus du poste de nettoyage des moules</p> <p>Les eaux issues de la vidange du poste de nettoyage représentent environ 200 l/an et sont dirigées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les concentrés alcalins, vers une cuve spécifique pour être éliminées comme déchets industriels spéciaux vers une filière agréée ;</li> <li>- pour les eaux de rinçages, vers la station de traitement des eaux internes, le point de rejet final est le point n°1.</li> </ul> <p>Effluents industriels issus du nettoyage des sols (hors atelier de traitement de surface) Ces eaux doivent être déversées dans une aire spécifique étanche reliée à une cuve de décantation puis à une cuve de stockage spécifique assurant le déshuilage.</p> <p>Après traitement, ces effluents industriels sont évacués vers la station d'épuration communale via le point de rejet n°1.</p> <p>Effluents industriels issus du nettoyage des sols de l'atelier de traitement de surfaces Ces effluents transitent via la station de traitement physico-chimique interne, le point de rejet final et le point n°1.</p> <p>Huiles et les boues issues de la décantation et du déshuilage Elles sont évacuées en tant que déchets vers des installations autorisées.</p>
<b>Constats :</b> Les effluents aqueux industriels sont gérées conformément aux dispositions de l'article 6.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 18/02/2021, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des eaux pluviales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les zones dont les eaux de ruissellement sont rejetées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- aux points de rejet n°2 et n°2 Bis respectent les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun entreposage de produits pouvant engendrer une pollution des eaux n'est autorisé ;</li> <li>- seul la circulation et le stationnement de véhicules est autorisé.</li> </ul> </li> <li>- aux points de rejet n°3 respectent les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun entreposage de produits pouvant engendrer une pollution n'est autorisé ;</li> <li>- le stationnement de véhicules est limité aux véhicules légers, un kit de dépollution est disponible au poste de garde ;</li> <li>- la circulation et le stationnement des poids lourds est interdit.</li> </ul> </li> <li>- aux points de rejet n°4 respectent les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- aucun entreposage de produits pouvant engendrer une pollution n'est autorisé ;</li> <li>- le stationnement de véhicules est limité aux véhicules légers, un kit de dépollution est disponible au poste de garde ;</li> <li>- le stationnement des poids lourds est interdit.</li> </ul> </li> </ul> <p>Tout autre point de rejet d'effluents susceptibles d'être pollués autres que ceux prévus dans le tableau ci-dessus, direct ou indirect vers les nappes d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, il n'a pas été visualisé la présence, à l'extérieur des bâtiments, de produits pouvant engendrer une pollution des eaux.</p> <p>La circulation et le stationnement des véhicules sont conformes aux dispositions de l'article 7.</p> <p><b>Constat 5-08022023 : non-conformité :</b> il n'y a pas de kit de dépollution disponible au niveau du poste de garde.</p> <p>Du produit absorbant est disponible dans l'établissement, mais pas au niveau du poste de garde.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet